



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/25671
27 avril 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 27 AVRIL 1993, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA TURQUIE AUPRES
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de répondre à la lettre du 19 avril 1993 qui vous a été adressée par le Représentant permanent de l'Arménie (document S/25626), lettre qui comporte des allégations et contre-vérités concernant la position de la Turquie à l'égard du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Dans cette lettre, le Représentant permanent de l'Arménie parle de "déclarations hostiles faites par des dirigeants turcs". Il aurait dû qualifier ces déclarations d'"amicales", les dirigeants turcs en question n'ayant fait qu'exhorter l'Arménie à mettre un terme à son agression contre l'Azerbaïdjan voisin, à se retirer des territoires azerbaïdjanais qu'elle occupe, à respecter les obligations que lui imposent la Charte des Nations Unies et les principes de la CSCE, en l'invitant à contribuer à la paix et à la stabilité dans la région. Autant de mesures qui, de l'avis du Gouvernement turc, bénéficieront au peuple arménien qui vient d'accéder à l'indépendance.

Les informations fournies par "radio Russie" qui se réfèrent au journal turc Hurriyet concernant la livraison présumée d'armes à l'Azerbaïdjan et le transport présumé de Turquie de soldats déguisés en civils à Nakhitchevan sont des allégations dénuées de tout fondement et inventées de toutes pièces par les autorités arméniennes pour détourner l'opinion publique mondiale de leur politique belliqueuse.

Dans sa lettre, le Représentant permanent de l'Arménie s'interroge sur le sort de 500 touristes arméniens, en prétendant qu'ils avaient été empêchés de prendre un train pour rentrer en Arménie. S'il avait pris la peine de vérifier auprès de ses supérieurs, il aurait appris que ce groupe de touristes était rentré en toute sécurité.

La Turquie attend que l'Arménie mette fin à son agression et se retire des territoires azerbaïdjanais qu'elle occupe. Nous engageons le Gouvernement arménien à respecter ses obligations internationales et à ouvrir la voie à un règlement politique des différends opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan. Une fois

que l'Arménie répondra à ses attentes, la Turquie sera disposée à reprendre les relations de bon voisinage avec l'Arménie, ce qui aidera grandement cette dernière à rejoindre la communauté internationale.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Inal BATU
